

*Article 21 du Règlement***LES DROITS DE LA PERSONNE****LE CHILI—DEMANDE DE PROTECTION POUR LA PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION DES PARENTS DES DISPARUS**

**M. John Parry (Kenora—Rainy River):** Monsieur le Président, je sais que tous les Canadiens qui ont à cœur la défense des droits de la personne voudront accueillir chaleureusement avec moi à Ottawa M<sup>me</sup> Sola Sierra, présidente de l'Association chilienne des parents des disparus.

La pratique des enlèvements arbitraires est l'une des violations les plus odieuses et les plus répugnantes des droits de la personne que l'histoire ait enregistrée, mais elle continue aujourd'hui non seulement sous des dictatures militaires comme celle de Pinochet au Chili, mais également dans certains pays soi-disant démocratiques dont les gouvernements, par faiblesse, complicité ou duplicité, laissent toute liberté d'action aux ravisseurs et aux assassins.

Le mari de M<sup>me</sup> Sierra compte parmi les disparus au Chili. En dirigeant l'Association chilienne des parents des disparus et en venant ainsi au Canada dénoncer publiquement la brutalité de la répression au Chili, elle s'expose elle-même à son retour à de graves dangers.

Non seulement le Canada devrait rendre hommage à cette femme courageuse et la protéger dans la mesure du possible, mais il devrait en outre user de son influence dans toutes les assemblées internationales pour lutter en vue de l'abolition complète de l'odieuse pratique des enlèvements arbitraires.

\* \* \*

**LA RÉFORME FISCALE****L'IMPÔT DES SOCIÉTÉS—LES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ**

**M. Bill Attewell (Don Valley-Est):** Monsieur le Président, en tant que membre du Comité permanent des finances et des affaires économiques, je tiens à souligner trois recommandations clés concernant la réforme fiscale qui ont été déposées aujourd'hui et qui touchent le secteur de l'entreprise. Nous recommandons l'instauration d'un impôt minimum de remplacement sur la marge pour toutes les grandes banques, sociétés de fiduciaire et compagnies d'assurance-vie, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988. Cet impôt rapporterait au Trésor fédéral des recettes d'environ 650 millions de dollars par an.

Nous recommandons également l'instauration d'un impôt de remplacement pour les grandes sociétés immobilières.

Enfin, certains modes de financement après impôt comme les actions privilégiées ont entraîné d'importantes pertes de recettes fiscales. Par conséquent, on recommande de limiter ces instruments de financement après impôt pour éviter la perte de recettes fiscales.

Pour conclure, je tiens à féliciter le président de notre comité d'avoir si bien supervisé cette tâche difficile, de même que nos

rechercheurs et les députés des trois partis pour leurs contributions constructives à ce rapport de 319 pages qui contient 81 recommandations.

\* \* \*

**LE COMMERCE EXTÉRIEUR****L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS**

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, voici un poème, dont je ne suis pas l'auteur, et dont nous avons reçu toutes sortes de versions différentes. Celui-ci est de S. A. Gannon, de Belleville, en Ontario. Le voici:

NE LAISSEZ PAS BRIAN MOL-RUINER LE CANADA.

Je ne puis retenir mes larmes,

Mon cœur est triste et las,

Je ne peux pas croire ce que j'ai vu.

Notre drapeau à feuille d'érable a été descendu,

Disparu, le symbole de notre liberté, de notre avenir et de notre passé.

«Regardez», ai-je dit à mes enfants, «ils le plient pour le ranger».

Souvenez-vous de l'avoir vu pour la dernière fois aujourd'hui.

Le Canada ne sera plus jamais pareil,

Le pays de la vérité, de la force et de la liberté.

Voilà comment l'accord de libre-échange du gouvernement Mulroney

Vous a volé votre pays, mes enfants . . .

● (1405)

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** Il est toujours intéressant de citer des poèmes à la Chambre, mais il y a des limites. La députée comprendra pourquoi je l'ai interrompue.

\* \* \*

**LE COMMERCE EXTÉRIEUR****L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA POSITION DU PREMIER MINISTRE DE L'ONTARIO**

**M. John Ostrom (Willowdale):** Monsieur le Président, les adversaires de l'accord de libre-échange dirigés par l'insipide premier ministre de l'Ontario devraient prendre le temps de réfléchir au rôle du Canada dans le monde réel. Ces gens ne tiennent pas compte de l'esprit dans lequel le Canada a été bâti, c'est pourquoi ils contredisent les valeurs qui ont fait du Canada un grand pays.

Le premier ministre provincial se vante que l'Ontario peut concourir sur la scène économique internationale parce que c'est une province de calibre international. Il prêche pourtant du même soufflé le protectionnisme pour les industries de l'Ontario. Les gens voient clair dans son jeu.

La semaine dernière, j'ai fait du porte à porte dans ma circonscription pour demander à mes électeurs ce qu'ils pensaient de l'accord de libre-échange. Leur réaction m'a étonné parce que mes électeurs ont complètement contredit les sondages publiés jusqu'à maintenant en appuyant l'accord sans réserve et avec enthousiasme.